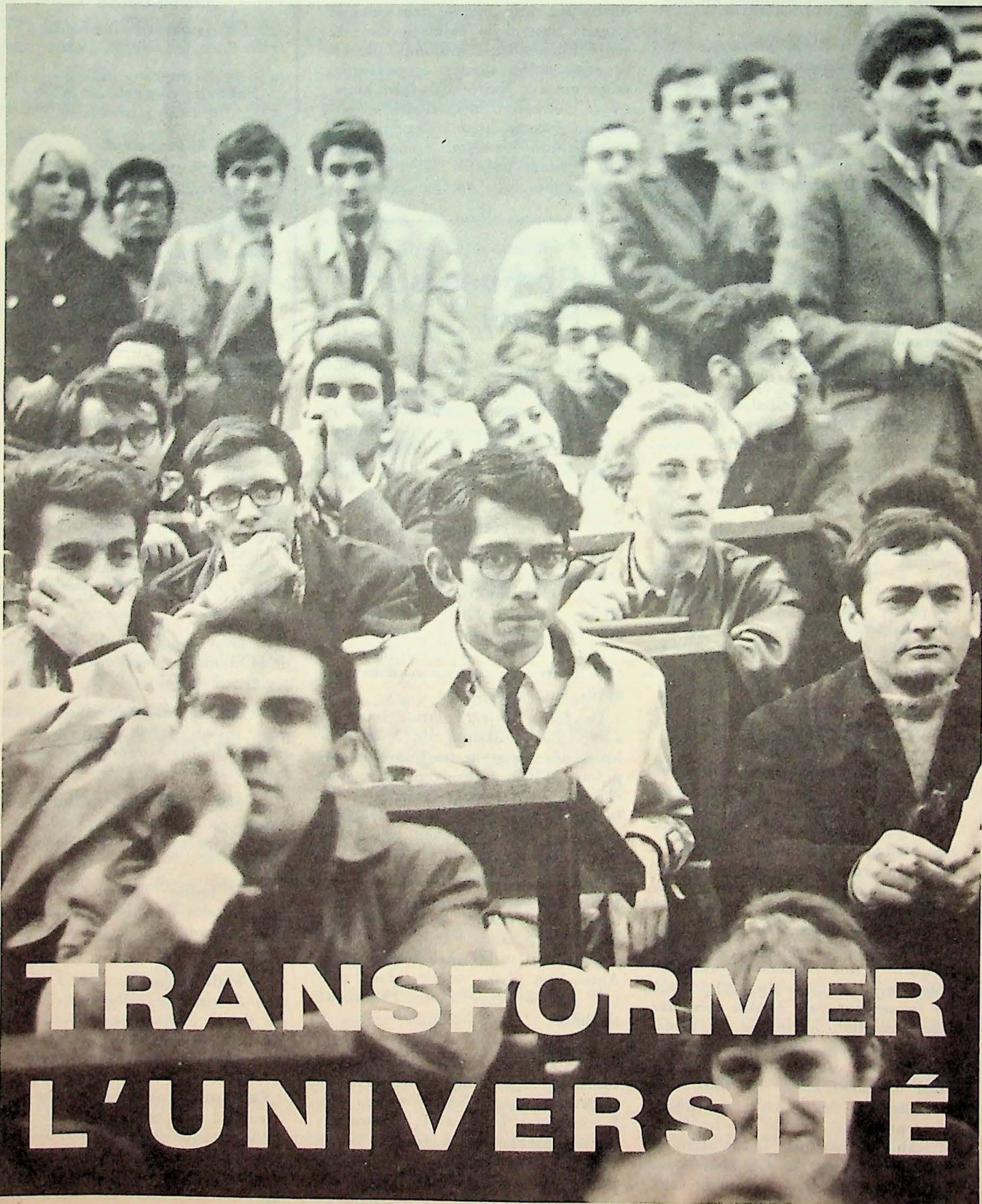


# *Tribune socialiste*

N° 346 / 2 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**TRANSFORMER  
L'UNIVERSITÉ**



## **Le véritable débat**

Robert Chapuis

## **Les comptes de Missoffe**

Claude Furet

## **Chômeurs d'aujourd'hui**

Alain Echegut

## **Asturias le pape**

Jean-Michel Fossey

## **De la conscience régionale**

Robert Lafont

## Les poings sur les i La révolution embaumée

La rue de la Gaîté à Paris vit à l'heure de « l'octobre rouge ». Un cinéma tout flambant neuf affiche le film de Frédéric Rossif. Les vitrines se sont transformées en musée de la révolution, même la boutique appartenant à l'idole Claude François s'est mise au goût du jour. On a glissé entre les minijupes quelques portraits géants et admirables d'ouvriers et de paysans bolcheviques. Etonnant rencontre entre les deux mondes : celui de la « consommation » et celui de « l'émancipation » de l'homme par lui-même.

Malgré tout, la fête de la rue de la Gaîté est une fête triste. Les noctambules qui s'arrêtent et regardent ne se sentent pas concernés. Nul fil ne les relie à ces femmes, à ces hommes, à ces enfants partis à « l'assaut du ciel ». La Révolution d'octobre est devenue un élément du folklore, avec la peur des Chinois qui tourmentait nos grand-mères, l'exposition coloniale et les débuts de l'automobile. Le citoyen, aujourd'hui, rechigne, rouspète, mais ne se rebelle pas. Il respecte tout : les flics, l'impôt, le général de Gaulle, les patrons et la propriété privée...

Il faut avoir le goût du ridicule, comme l'a sans doute, M. Griotteray pour protester contre la publicité faite au bolchevisme par la presse, la radio et la télévision en ces heures de jubilé. L'honorable parlementaire craint-il vraiment que les masses françaises se jettent brusquement dans la rue pour rééditer « Octobre » ? La seule ruée que nous connaissons, dorénavant, c'est la ruée du samedi vers les horizons du week-end « au vert ».

Cette messe qu'on célèbre, ici et là, est bien une messe des morts qu'écoute distraitemment l'occident fatigué, atomisé intérieurement. Le socialisme est devenu un mot pour dictionnaire et thèse à l'université.

Mais que soudain l'étincelle brille et de l'étincelle peut rejaillir la flamme !

André LAUDE.

### BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

## L'échec relatif d'Alger

Alger, du 10 au 25 octobre, 77 pays du tiers monde ont envoyé leurs délégations mettre au point une position commune pour la Conférence Mondiale du Commerce qui doit se tenir en mars 1968 à New Delhi. Avant même la fin de cette réunion, on pouvait dire que l'unité du tiers monde face au pillage opéré par les pays industrialisés n'est pas encore réalisée. Les déclarations communes ne sont que des vœux pieux et le resteront tant qu'une conscience politique commune aux pays sous-développés ne sera pas apparue.

Dès le début de la conférence, le refus des Algériens d'admettre les Sud-Vietnamiens de Thieu et Ky a provoqué un clivage important et a failli entraîner une rupture complète. Les Algériens refusent de situer la lutte des pays sous-développés sur le seul plan économique. Pour les pays progressistes, il n'est pas possible de sortir du sous-développement si on ne lutte pas contre l'impérialisme qui le provoque et qui s'oppose à toute évolution politique. La délégation du Sud Vietnam étant retournée à Saigon, la conférence a pu commencer, mais les oppositions ne se sont pas limitées à l'attitude à prendre face à l'impérialisme.

Certains pays, principalement ceux d'Amérique du Sud croient voir une solution dans la libéralisation complète du commerce mondial.

Celle-ci abolirait les accords de préférence commerciale qui lient des pays sous-développés à des pays industriels et aurait donc certains effets positifs. D'un autre côté, la généralisation du laissez faire, laissez passer favoriserait encore la domination des pays riches et des trusts qui à Londres, New York ou Paris, règlent les prix des matières premières aux cours prétendument mondiaux, cours n'assurant que l'appauvrissement continu des producteurs sous-développés.

La solution du sous-développement ne se trouve pas dans le libéralisme. Cela apparaît à ce point évident qu'un pays aussi peu révolutionnaire que Madagascar a pu dénoncer le libéralisme comme une source de misère et réclamer la constitution d'un syndicat des pauvres. Ce syndicat n'est pas près d'être constitué. Il faudrait, comme l'a souligné Josué de Castro : « une conscience politique nouvelle ». Les pays du tiers monde ne se sentent pas encore liés par leur condition commune de prolétaires. Chacun d'entre eux défend ses intérêts particuliers, bloquant ainsi l'émancipation de tous. Les producteurs de pétrole défendent leurs privilèges, tandis que les États africains luttent pour le maintien de leurs liens avec la C.E.E. et que l'Amérique du Sud s'accroche aux U.S.A.

Un compromis a été trouvé sur la base du plus petit commun dénominateur. Les pays sous-développés proposeront ensemble à New Delhi tout d'abord et surtout une meilleure organisation du commerce des produits de base mais aussi une amélioration des conditions des prêts, la Banque Mondiale devant être transformée en institut de financement du tiers monde. Ils ont en outre réclamé une augmentation de l'aide des pays riches et la fin de l'aide liée. On peut craindre que cette unité de façade ne permette pas au tiers monde de sortir de sa condition.

La lutte des pays pauvres ne fait que commencer et l'opposition du Sud de la planète contre le Nord riche n'en est qu'à son début. Bandoeng est loin où le tiers monde croyait trouver la solution dans la seule indépendance nationale illusoire sans indépendance économique. Alger aura eu l'intérêt de faire apparaître clairement la nécessité de passer à une autre étape, celle de la lutte politique commune, seule condition rendant possible le développement économique du tiers monde. □

## Bombes sur Hanoi

Après une interruption de deux mois, les bombardements ont repris sur la capitale de la République démocratique du Vietnam. L'état-major américain déclare qu'il s'agit de bloquer les liaisons entre la R.D.V. et les autres pays en s'attaquant notamment à l'aéroport de Phuc-Yen et au pont Bong-Lien.

Le secrétaire d'Etat à la Défense a lui-même reconnu le peu d'intérêt de ces opérations quant à leur but affiché : la ténacité et l'ingéniosité des Vietnamiens leur permettent de remettre en état ces éléments essentiels d'infrastructure moins d'un mois après leur destruction.

De fait, l'objectif stratégique est autre. Les centaines de bombes à billes déversées sur les quartiers populaires d'Hanoi prouvent que, sous couvert d'objectifs strictement militaires, l'état-major U.S. est décidé à pratiquer le terrorisme généralisé contre les populations civiles.

Au mois d'août, trente-deux objectifs importants étaient encore interdits à l'aviation américaine par la Maison-Blanche ; leur nombre est aujourd'hui réduit à deux ou trois. Ainsi, une phase de l'escalade conçue par les experts du Pentagone s'achève.

Le cours de la guerre contre la R.D.V. connaîtra donc un nouveau tournant : le temps des objectifs ponctuels et sélectionnés va se clore. L'état-major U.S. va-t-il généraliser les bombardements terroristes sur la R.D.V. ? C'est la question qu'il faut poser aujourd'hui ! La réponse dépend aussi de nous. □

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'administration

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F  
Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

## Cuba s'arme

Pourvues en IRBM et en missiles à moyenne portée avant la crise de 1962, les forces cubaines ne possèdent plus après le retrait soviétique que des missiles tactiques.

Le gouvernement cubain a réparti de la manière suivante ses fusées sol-air et sol-sol :

— une centaine de fusées tactiques sol-sol Salish utilisées en 20 rampes mobiles par les armées cubaines ;

— 600 fusées SA2 Guideline réparties en 24 sites protégeant les villes principales, et les complexes militaires ;

— 7 unités de fusées-roquettes non mobiles Frog S que l'armée de terre a montées sur des châssis de chars amphibies ;

— enfin la marine a à sa disposition des missiles téléguidés de portée de 20 miles marins pour l'attaque des navires. Ces missiles sont chargés sur 18 vedettes Komar.

Cet armement a un caractère défensif, et par conséquent à moins d'une attaque de la part d'un ennemi de la Révolution cubaine, Cuba n'utilisera pas son potentiel défensif. □


**Éditorial**

# Le véritable débat

Robert Chapuis

On se bat dans les rues du Mans et de Quimper. A l'Assemblée nationale, le débat sur le budget agricole se clôt dans le sommeil et l'indifférence. Les étudiants se pressent à l'entrée des facultés, ne sachant s'ils pourront se faire inscrire, ni comment ils travailleront. Pendant ce temps, au Palais-Bourbon, M. Peyrefitte prononce un discours de distribution des prix devant un public médusé. Des rencontres ont lieu entre le patronat et les syndicats sur les conditions d'emploi et de salaires dans les années à venir. Mais le budget des Affaires sociales est adopté sans que l'on ait mis en cause sérieusement la politique du pouvoir, sans que l'on ait posé d'exigences précises dans les domaines de l'emploi, de la gestion des entreprises et de la Sécurité sociale.

Le Parlement saute ainsi allégrement d'un budget à l'autre, pendant que le pays subit dans la douleur ou la colère les contrecoups d'une politique qui se servira de ces budgets. Une seule tempête au cours de la croisière budgétaire, jusqu'à présent : celle qu'a déclenché Giscard d'Estaing à propos de l'extension de la T.V.A. à l'agriculture ! Tout se passe comme si l'opposition — après le reflet de la motion de censure — ne pouvait plus se définir et se manifester que sur les terrains que la majorité décide de lui laisser.

### *Un immense décalage*

Cet immense décalage entre les débats parlementaires et la vie politique réelle, entre la parole

des élus et l'action de leurs électeurs n'est pas le produit du hasard ou de la faiblesse des hommes : il résulte d'un choix délibéré du pouvoir lui-même qui a étouffé la représentation nationale pour laisser au chef de l'Etat et à son Premier ministre le soin d'exprimer leurs propres choix. Il est vrai que le gaullisme dénature profondément tous les mécanismes de la vie démocratique. Il est vrai aussi que la gauche n'a pas su encore trouver les moyens de redonner un contenu à l'idée démocratique : un contenu qui sera d'abord social et exprimera les forces du travail qui aspirent à leur libération et à leur affirmation.

Dans la présentation des différents budgets, les ministres expriment une politique : elle est fondée, chiffrée, vigoureusement soutenue. On entend ensuite des questions, souvent des contestations, en fonction de problèmes locaux ou de secteurs que l'on estime sacrifiés. Mais on attend encore une véritable contestation politique sur les différents plans où le pouvoir est contraint de se placer par le mécanisme budgétaire lui-même. Sans doute y a-t-il eu des interventions fortes et courageuses : elles n'ont pas pu prendre réellement les formes d'une alternative, parce qu'elles n'étaient pas assumées par l'ensemble de la gauche. Sans doute la conjoncture peut-elle fournir quelques explications : Pierre Mendès France, écarté jusqu'à présent du débat par la maladie, n'a pas pu présenter dans le débat public les termes d'une politique dont on sent bien qu'il est

le seul à pouvoir la soutenir sérieusement ; le débat sur la motion de censure a en partie vidé de son sens le débat budgétaire lui-même ; les rapports actuels entre les partis de gauche et les syndicats ne donnent pas des bases suffisantes à l'action commune.

### *Préparer une véritable alternative*

Mais il est une cause plus profonde : l'opposition de gauche ne constitue pas encore, à l'échelle du pays, une véritable alternative au gaullisme. Elle ne l'est pas sur le plan parlementaire, et si elle prétendait le devenir par le moyen de quelque conjonction avec l'intérêt tactique des centristes et des giscardiens, elle cesserait d'être l'opposition de gauche, elle recréerait les conditions de la IV<sup>e</sup> République et de l'apparition de quelque « troisième force ». Elle ne l'est pas non plus sur le terrain des luttes économiques et sociales. Conduite à se définir, dans sa contestation du « pouvoir personnel », sur des formes plutôt que sur des contenus, elle ne peut relayer actuellement les forces, les énergies qui sont développées à l'occasion des diverses crises que suscite la politique du pouvoir (crise agricole, crise universitaire, crise de l'emploi, crise de la santé, crise technologique, crise régionale, etc.).

Cette constatation ne veut pas traduire quelque délectation morose : c'est bien notre propre insuffisance que nous dénonçons ainsi, celle du P.S.U. comme celle des autres forces de gauche. Nous avons pourtant le sentiment que nous pouvons actuellement contribuer — par nos campagnes comme par nos dialogues avec les forces sociales et politiques qui

composent la gauche de ce pays — à édifier une stratégie de la victoire, de la victoire réelle : celle du socialisme.

### *Réviser*

#### *les « programmes établis »*

En s'opposant aux formes du pouvoir, on met en jeu, en effet, des sensibilités, mais on ne réveille pas des opinions. Ce sont au contraire les options qu'il convient de dénoncer, à travers le contenu des politiques édifiées par le gaullisme, en montrant les implications, les significations, les intentions. Eclairer la réalité politique du gaullisme, c'est risquer de mettre aussi en lumière les contradictions et les difficultés de la gauche, et cela est vrai pour la politique intérieure comme pour la politique extérieure. Mais c'est précisément créer les conditions d'une révision des « programmes établis ». L'élaboration du programme commun ne peut se faire par la voie des gommages et des ratures ; elle implique la mise en évidence des choix cruciaux adaptés aux situations réelles. Ces choix ne sont pas déjà faits : ils doivent s'inventer au fur et à mesure du dialogue, au fur et à mesure aussi de l'action. C'est dans les luttes économiques et sociales, dans la revendication culturelle, dans la demande d'enseignement que se joue actuellement le programme commun.

Quand l'action parlementaire pourra s'appuyer sur les choix que réclament les forces du travail, quand elle pourra refléter la constatation sociale elle-même, alors elle pourra se manifester comme une alternative réelle, et les discussions sur le budget cesseront d'être un catalogue de récriminations pour devenir la manifestation des exigences populaires. □

## □ Vénus : le coup de foudre

Vénus-4, lancé le 12 juin dernier, a atterri sur la planète Vénus et en a étudié avec précision la composition atmosphérique.

« De près de 3 mètres de haut et pesant 1.106 kg, Vénus-4 a renseigné les savants soviétiques sur l'atmosphère de Vénus pendant 1 h 1/2 et sur un parcours de 25 km.

« Au long de ce trajet, la sonde soviétique a relevé la température de l'atmosphère vénusienne, qui varie de l'extérieur à l'intérieur de Vénus entre 40 et 280 °C et la pression barométrique entre 1 et 15 atmosphères (1 atmosphère = 1.013 milibars) (1).

« L'atmosphère se compose presque uniquement de gaz carbonique. La teneur en oxygène et en vapeur d'eau est de 1,5 %. Il n'a pas été remarqué de traces d'azote.

« Vénus-4 n'a pas décelé dans l'environnement de la planète de champ magnétique, ni de ceinture de radiations. La station a enregistré la présence d'une faible couronne formée d'hydrogène. »

Tous ces résultats ont été annoncés par l'agence soviétique TASS. Ils confirment certaines informations obtenues par Mariner-2, engin américain qui passa à 3.400 km de la planète en décembre 1962, mais avec beaucoup plus de précision, particulièrement en ce qui concerne la température (Mariner-2 avait donné une variation de 40 à 92 °C).

Ils infirment en revanche les indications relatives à la composition de l'atmosphère fournies par la sonde américaine qui n'avait pas trouvé de gaz carbonique mais de l'azote. Les mesures effectuées par Vénus-4 renforcent au contraire les études faites à partir de la terre, et qui donnaient à la planète « mystérieuse » une atmosphère formée essentiellement de gaz carbonique, ce qui peut permettre la vie végétale mais non la vie animale.

Cet exploit de la science et de la technologie soviétique (atterrissage sur Vénus) prouve que leur matériel électronique a atteint la valeur de la fiabilité des engins américains Mariner. Les savants russes ont réussi à miniaturiser le plus possible leurs instruments, comme leurs collègues américains.

N'oublions d'ailleurs pas ces derniers et que le succès de Vénus-4 ne nous fasse pas perdre de vue celui de Mariner-5. Certes, celui-ci n'est passé qu'à 4.000 km de la planète Vénus. Mais les renseignements qu'il a recueillis corroborent ceux des Soviétiques. Cette expérience est donc complémentaire de celle des Russes.

La différence dans les réussites n'est-elle pas plutôt liée aux méthodes de recherche ? La réponse, pour

difficile qu'elle soit, semble affirmative.

En effet, la disparité de conception est pour beaucoup dans l'exploit soviétique.

Le programme soviétique a innové et ce dès 1963, alors que les Américains ont fait dériver leurs Mariners à partir des Rangers.

En outre, l'une des caractéristiques soviétiques est la standardisation. Ainsi, tous les « Cosmos » comportent 60 à 70 % d'éléments communs dont la production en grande série assure la fiabilité et réduit le coût. Pour ce qui est des « Vénus », gageons qu'il en a été de même, et qu'il y a eu seulement amélioration et miniaturisation de l'électronique des engins conçus pour passer à proximité des planètes.

Le gain de temps qui en est résulté permet aujourd'hui aux Soviétiques de distancer les Américains qui ont pratiquement développé autant de satellites que de missions. Ces derniers ont misé sur des engins dont chaque membre ou presque a une configuration différente. Cette prolifération d'engins a certainement permis aux Américains d'obtenir un plus grand nombre de renseignements scientifiques, mais elle les a retardés dans la conquête. Elle les a surtout obligés à produire à des coûts prohibitifs, ce qui a amené le Congrès à freiner les dépenses de recherche scientifique, puisque le Vietnam engloutit des sommes gigantesques.

Les Etats-Unis ont maintenant un important retard dans le domaine planétaire, gageons cependant que la formidable machine financière et scientifique américaine s'est déjà mise en branle et tentera de combler assez vite le retard.

Mais une chose importe en définitive aux hommes de science : quand cette confrontation se terminera-t-elle pour laisser place à une coopération beaucoup plus fructueuse permettant aux observations d'être complémentaires et non concurrentielles ? □

(1) 1 atmosphère = 1,013 10<sup>5</sup> Pascal = 1.013 milibars. 1 Pascal (Pa) est la pression exercée par une force 1 Newton (1N) sur une surface de 1 m<sup>2</sup>.

## □ La seconde guerre connais !

Pour la première fois en France paraît un nouvel hebdomadaire, *Historia - magazine - Seconde Guerre mondiale* entièrement consacré à l'histoire de la guerre 39-45 (\*).

Cette publication, qui reprend, sous la direction du général Beaufre, une initiative de l'historien militaire anglais, sir Basil Liddel Hart, a fait appel à des collaborateurs appartenant

aux différents pays engagés dans le conflit.

Chaque épisode doit être illustré des récits et des analyses venant des deux camps. La bataille de Pologne, par exemple, sera évoquée par des Polonais, des Russes et des Allemands.

S'il est encore trop tôt pour porter un jugement sur la valeur des articles proposés par ce nouveau magazine, on peut dès maintenant souligner l'intérêt d'une telle initiative. Un sondage récent de l'I.F.O.P. a, en effet, mis en lumière la méconnaissance très répandue de cette période de notre histoire par la majorité des Français. Témoin, cette constatation faite par l'I.F.O.P. : pour cinquante pour cent des Français qui avaient 20 à 50 ans en 1938, Munich n'évoque plus rien. □

(\*) *Historia*, chaque semaine, 2,50 F.

## □ L'Église se cherche

La première session du Synode vient de prendre fin. Le caractère « secret » de ses travaux a, dans une large mesure, été respecté. Ce ne sont pas, en effet, les quelques comptes rendus faits à la presse qui peuvent beaucoup nous renseigner sur les conclusions, voire les décisions, des évêques. Les communiqués révèlent surtout le contenu des rapports et le sens des interventions des divers participants. Il ne faut sûrement pas s'attendre à la proclamation de grandes décisions.

Il n'empêche que cette première manifestation, après le Concile, de l'Église catholique est un événement important d'abord par la constitution même de ce Synode. Sur les cent quatre-vingt-treize évêques et religieux, pour la première fois, les membres élus par les assemblées épiscopales de chaque pays, sont en majorité (132). Pour la première fois aussi l'Europe est en minorité (34 membres élus), on peut donc considérer que les Églises du tiers monde ont pu véritablement faire entendre leurs voix et influencer sur les décisions.

Après le Concile, qui avait soulevé un certain nombre de points intéressants, en particulier sur le rôle des laïcs et la présence de l'Église aux problèmes du monde (Schéma XIII) ; après l'encyclique de Paul VI « *Popularum Progressio* », il est clair que l'Église catholique se trouve placée devant de nouvelles exigences. On aurait pu souhaiter que le Synode continue cette marche vers l'ouverture. On serait en droit de considérer que cette assemblée d'évêques n'a pas abordé les véritables questions qui sont posées à l'Église.

Il faut considérer qu'avant d'aller plus loin en avant, l'Église doit mettre de l'ordre dans sa maison. Ses structures, sa manière de travailler correspondent mal à la mission définie par Vatican II. D'autre part, un

courant conservateur, intégriste disent certains, plus important que ce qu'on peut penser, doit être, non pas éliminé mais « converti ». C'est pourquoi cette assemblée n'a abordé que des problèmes intérieurs : la crise de la foi, le droit canonique, les séminaires, la liturgie, les mariages mixtes. Ce sont là, effectivement, des questions importantes pour les catholiques qui sentent, bien souvent, que la vie interne de l'Église n'est pas assez liée à leur engagement dans le monde. Ils souhaitent que les travaux du Synode se traduisent par de vastes réformes.

Le Synode est un événement par la nature de ses travaux, certes, mais il l'est à un autre titre : le pape n'est plus seul à gouverner l'Église. Après cette première expérience il est pratiquement impossible de revenir en arrière, Rome n'est plus seulement dans Rome. □

## □ Les inconnus de la science

Le Prix Nobel de Médecine et de Physiologie est venu à point nommé pour rappeler au grand public qu'il n'y a pas seulement des réussites scientifiques spectaculaires, mais qu'un travail de longue haleine est effectué dans le silence des laboratoires, et que celui-ci est plus profitable dans l'immédiat pour les hommes.

Ce prix a été décerné (alors que l'on apprenait l'exploit de Vénus), mercredi 18 octobre à un Suédois, le professeur R. Granit et à deux Américains, les professeurs Wald et Kaldan Keffer Harthne pour leurs découvertes sur la vision.

Les deux Américains ont démontré que la perception colorée résulte d'une suite longue et compliquée de réactions chimiques se déroulant au sein de récepteurs appelés bâtonnets (sensation de la lumière grise) et cônes (vision colorée) et qui sont tous deux contenus dans la rétine.

Le Suédois a, pour sa part, consacré une grande partie de son temps à l'étude de l'électrophysiologie visuelle, et aux applications cliniques actuelles de l'électrorétinogramme qui dérivent de son étude.

Ces travaux ont confirmé la « géniale prescience » de Thomas Young qui, dès le 18<sup>e</sup> siècle, avait émis l'hypothèse que la vision résultait des combinaisons multiples des trois couleurs fondamentales au niveau de récepteurs spécialisés de l'œil humain.

Le hasard a pour une fois bien fait les choses, il a montré que notre vieille planète blessée, mutilée et foulée au pied tout au long des siècles, avait, comme les planètes lointaines des hommes qui s'occupent d'elle et de ses habitants avec amour. A notre tour, soyons plein de gratitude envers ces personnages hors série. □

## Planning familial

# Sur l'information sexuelle

Geneviève Rocard

Un stage sur le thème « Information sexuelle et animateurs d'éducation permanente » s'est tenu à Montry au début de ce mois sous l'égide de Peuple et Culture et sous la direction de Jean Gondouneau, secrétaire général adjoint du M.F.P.F. (1).

Cette rencontre n'avait pas pour but de former des animateurs d'information sexuelle mais plutôt de tenter de définir le contenu d'une information et d'une éducation sexuelle.

Venus d'horizons très différents (ligue de l'enseignement, U.F.C.V., Eclaireurs de France, Mouvement Jeunes Femmes, C.S.F., assistantes sociales et prévention, M.F.P.F.) les stagiaires, pour la plupart responsables nationaux (âge moyen 30 ans) échangèrent leurs expériences d'animateurs. Sur un sujet qui engage dès qu'il est poussé un peu loin toute la conception de l'Homme, les participants discutèrent dans un climat de parfaite compréhension réciproque.

S'il semble facile de donner une information sur la conception, la naissance et la physiologie de l'homme et de la femme, l'animateur qui est confronté à des problèmes d'homosexualité, de masturbation collective, de relations sexuelles entre très jeunes adolescents ou de grossesses non désirées est rapidement en présence de problèmes qui engagent des valeurs personnelles. Et pourtant son rôle ne peut être de simple neutralité bienveillante. Il est en effet parfaitement impossible de définir une « normalité » des comportements et sans doute aussi de trouver une moralité biologique. Les stagiaires firent le constat de la faiblesse de la recherche en matière de sexologie, en particulier en France. Si l'on en croit le rapport Kinsey (1948) 90 % des Américains ont une vie sexuelle en contradiction avec les normes de la société. Qu'en est-il donc en France ?

De plus, l'animateur doit faire un choix entre l'intérêt du groupe qu'il anime et les individus qui composent ce groupe.

L'équipe d'encadrement avait mis à la disposition des stagiaires un certain nombre de documents : d'une part, la littérature en vente dans les kiosques, revues dites « pornographiques », bandes dessinées, etc. Les participants étudièrent le contenu de ces publications qui représentent pour beaucoup de jeunes et d'adultes l'information à laquelle ils aspirent. Ils purent, d'autre part, étudier la littérature dite « sérieuse » où transparait l'éthique personnelle de son auteur (confessionnelle ou laïque).

Il semble que dans une société où l'érotisation est croissante et l'essentiel de l'information en matière de sexualité passe par les Mas s-Média, la sociologie est d'un apport insuffisant.

Mais l'information sexuelle si elle devrait pouvoir faire appel à la sociologie et à la psychologie est avant tout une discipline pédagogique. Elle a trop été cantonnée jusqu'ici à la gynécologie et à la neurologie et a été le fait de médecins qui avec la meilleure volonté du monde ne peuvent éviter que dans l'esprit de ceux qui reçoivent l'information : sexualité = maladie.

Il semble de plus que, dans le cadre de l'école, l'information ne puisse être le fait de spécialistes parachutés pour un temps dans une école mais elle doit être le fait des éducateurs en contact permanent avec les jeunes.

Le stage ne pouvait en si peu de temps (6 jours) donner toutes les réponses attendues sur le Comment de l'information sexuelle, il représentait une expérience originale et a marqué, du moins nous l'espérons, le début d'une réflexion et de recherches dans un domaine réservé jusqu'ici à la clandestinité. □

(1) Voir article dans « Tribune » du 5 octobre 1967.

## Jeunesse

# Les comptes de Missoffe

Claude Furet

Après la déception du « Livre blanc », après une prestation peu convaincante devant l'Assemblée nationale, en mai dernier, pour le débat sur la jeunesse, l'épreuve du budget vient de porter un nouveau coup au prestige déjà vacillant de M. Missoffe.

Lorsqu'il y a maintenant plus de vingt mois, M. Missoffe s'installa rue de Châteaudun, proclamant haut et

fort son intention de donner enfin à la jeunesse française une politique qui fût digne d'elle, une certaine appréhension s'empara des mouvements de jeunes qui soupçonnaient le ministre de vouloir les « court-circuiter » en s'adressant directement à la masse des inorganisés.

Leurs craintes devaient se dissiper assez rapidement, à mesure que se multipliaient les initiatives maladroites

spectaculaires de M. Missoffe.

Rassurés, ils le furent définitivement quand il fut évident que l'appel au peuple du ministre ne rencontrait qu'un très faible écho. M. Missoffe ne laissa rien paraître de sa déconvenue mais en vint très promptement à des projets moins ambitieux. Le « Livre blanc » qui devait recueillir les doléances de milliers de jeunes se mura en un « rapport d'enquête » où se retrouvent, un peu pêle-mêle, les analyses des spécialistes français des problèmes de la jeunesse.

L'ouvrage — édité récemment par la Documentation française — ne manque pas d'intérêt mais comme on est loin du projet initial!

A ceux qui espéraient encore en lui, le ministre adressait alors, en tête de l'ouvrage, cette promesse : « Il est évident que c'est au travers des actions effectivement entreprises que s'élabore une véritable politique de la jeunesse. »

De fait, quelques jours plus tard, à l'Assemblée nationale, M. Missoffe affirmait encore sa volonté d'agir, particulièrement dans les domaines de l'éducation physique, des loisirs et de l'information.

La lecture du budget du ministère de la Jeunesse et des Sports — que les députés viennent d'adopter — donne la mesure de l'efficacité de M. Missoffe. La faiblesse de l'effort budgétaire dissipe les dernières illusions — s'il en demeurait !

### Un milliard mal réparti

Certes, la part de la jeunesse et des sports atteint presque cette an-

née le milliard de francs (965.294.000 francs), progressant de plus de 6 %, mais la répartition des crédits marque un recul dans les secteurs clés.

Ainsi, la formation des animateurs à laquelle le ministre semblait attacher une particulière importance se voit attribuer un supplément budgétaire dérisoire par rapport à l'ampleur des besoins. « On peut aisément mesurer le chemin qui reste à parcourir dans les trois années qui viennent, si l'on songe que l'évaluation raisonnable des besoins en 1970 porte à 70.000 environ le nombre des animateurs bénévoles à former dans les stages contre 50.000 en 1967, à 1.050 le nombre de formations de longue durée d'animateurs permanents contre 170 en 1967 et à 3.573 le nombre des traitements de permanents contre 448 en 1967 », reconnaissait lui-même M. Missoffe lors du débat budgétaire.

Le V<sup>e</sup> Plan prévoyait la création, chaque année, de 2.000 postes supplémentaires de professeurs d'éducation physique. Seulement 1.180 nouveaux postes sont prévus pour 1968.

Dernier exemple, particulièrement révélateur : pour la première fois, les subventions accordées aux mouvements de jeunesse et aux centres de vacances n'augmenteront pas.

A la veille d'affronter les députés, M. Missoffe a pu lire une longue étude circonstanciée sur son ministère. Elle émanait des jeunes gaullistes du club « gaullisme et prospective ». Elle demandait tout simplement la suppression du ministère de la Jeunesse. □

## Syndicats - C.N.P.F.

# Des procédés classiques

Jacques Ferlus

Il est clair que le C.N.P.F. a mal choisi son moment pour recevoir les syndicats. Ceux-ci sortent d'une semaine d'action et de revendication dirigée contre les ordonnances. Les mots d'ordre d'arrêts de travail ayant été largement suivis par les travailleurs, c'est avec une grande détermination que les confédérations ont abordé ces entretiens.

La C.F.D.T. avait proposé que l'organisation patronale reçoive en même temps tous les syndicats. Le patronat, comme on s'y attendait, a préféré convoquer séparément chaque confédération, utilisant ainsi un procédé classique tendant à tirer des divergences de vue, sur certains points, des organisations de salariés.

Il est vrai que les propos qui se sont tenus au siège du C.N.P.F. varient selon les délégations. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont essayé de ne pas limiter les entretiens aux problèmes de l'emploi. La C.G.C. et F.O. ont été plus timides dans leurs propos. Quant à la C.F.T.C. maintenue, on est en droit de se demander pourquoi elle a été convoquée.

Il semble bien que les propos tenus par les différentes confédéra-

tions ne varient que sur des points de détail. F.O. et la C.F.D.T. se retrouvent sur les accords-cadre. C.F.D.T. et C.G.T. sont d'accord sur le S.M.I.G. et sur la nécessité d'un accord au niveau interprofessionnel.

On est en droit de penser que le patronat, même s'il a été poussé à ces entretiens par le gouvernement, ne s'attendait pas à une telle unité de vue de la part des syndicats. Le fait de vouloir maintenant la discussion au niveau des fédérations professionnelles, est tout bonnement une démission de la part du C.N.P.F.

M. Huvelin a dû constater que ces entretiens n'ont pas contribué à améliorer le climat social actuel. Avant même que le patronat n'ait fait connaître ses conclusions, les travailleurs manifestaient au Mans et à Mulhouse. Cela aura pour effet d'augmenter la détermination des dirigeants syndicaux et de pousser à plus d'unité dans l'action revendicative.

Le C.N.P.F. a laissé passer une occasion de montrer sa bonne volonté, il risque maintenant de n'être amené à négocier que sous la contrainte des travailleurs. □

## Enseignement supérieur

# Pour une loi-programme

Le Bureau national a rendu publique sa prise de position sur les problèmes de la rentrée universitaire, à l'occasion de la discussion sur le budget de l'Education nationale à l'Assemblée nationale. Le texte se décompose en deux parties : un préambule ci-dessous qui constitue en quelque sorte l'exposé des motifs et le communiqué lui-même.

Depuis 1958, le gouvernement n'a cessé de dénoncer l'incapacité de la IV<sup>e</sup> République à faire face à la montée des effectifs scolaires pourtant prévisible. En 1967, ce même gouvernement avoue son impuissance devant la croissance des effectifs universitaires qu'il avait eu tout le temps de prévoir.

Cette croissance n'est pas seulement inéluctable : elle est nécessaire. La France vient au 22<sup>e</sup> rang dans le monde pour le nombre de médecins par habitant. Comment ne pas se réjouir de voir croître massivement le nombre des inscriptions au certificat préparatoire aux études médicales ? La France a besoin de professeurs qualifiés pour enseigner la science, elle a besoin de chercheurs et d'ingénieurs à tous les degrés. Il est donc heureux qu'un plus grand nombre d'étudiants s'orientent vers les secteurs scientifiques.

Le ministre semble y voir au contraire un signe de mauvaise santé de l'université, comme si la qualité de l'enseignement se mesurait avant tout à l'intensité de la sélection !

Il est vrai que se posent de nombreux problèmes de répartition : l'enseignement secondaire produit trop de candidats pour les facultés de Lettres ; le développement de certaines sections (en sciences humaines notamment) ne correspond pas aux besoins actuels. Mais répartir signifie-t-il éliminer ?

Les difficultés actuelles tiennent en réalité à une rupture dans la logique de la réforme Fouchet : celle-ci supposait l'accroissement de la sélection universitaire par le filtrage intensif durant le second cycle secondaire (entrée en seconde, passages de classe, baccalauréat-couperet). Le baccalauréat 1966 en fut le premier exemple public. En 1967, le ministre — sur le départ — créa des conditions d'examen contradictoires avec ses propres réformes : sujets plus faciles dans les sections scientifiques, correction plus large. Devant les conséquences, son successeur avait le choix entre deux solutions : ou bien remettre en cause le processus sélectif imaginé en 1964-65 ; ou bien le faire appliquer plus durement. Tout en subissant la situation illégitime de cette rentrée, en raison des pressions de l'opinion et des étudiants (que la loi oblige à accueillir) le ministre a refusé la première solution, et pour octobre 1968, il entend bien mettre en œuvre la seconde : sélection intense dans le secondaire, contrôle à l'entrée du supérieur.

Or, un tel contrôle, dans les conditions actuelles, ne pourrait être qu'un procédé d'élimination dont les effets joueraient fatalement dans le sens de la conservation. On sent bien qui en profitera : les fils et les filles de la classe bourgeoise qui composent encore l'essentiel de la population universitaire, les étudiants les mieux adaptés à un système pédagogique qui valorise l'autorité, la passivité et l'abstraction, les secteurs économiques les plus influents dont les intérêts coïncident peut-être avec ceux du gouvernement, mais rarement avec ceux de l'ensemble des Français.

Cet examen — bien vite transformé en concours — remettait les facultés entre les mains des forces sociales qui influencent déjà directement le secteur des grandes écoles. Ne peut-on craindre que dans ce contexte, les instituts universitaires de technologie eux-mêmes ne soient contraints de se transformer à leur tour en petites « grandes écoles », également sélectives, se définissant en termes de réputation et de concurrence, et non plus d'après la qualité spécifique de leur enseignement.

En France, l'institution d'un examen d'entrée dans les facultés serait la pire des solutions. Elle contribuerait à casser l'enseignement supérieur à le faire éclater en des groupes concurrentiels qui pèseront lourdement sur la vie économique et sociale, renforçant le système capitaliste dont les Etats-Unis ne sont pas seulement le modèle, mais aussi le moteur.

Depuis deux ans, des enseignants et des doyens de plus en plus nombreux entendent refuser le gâchis actuel des moyens d'enseignement, noyés sous des flots d'étudiants désorientés et contraints à s'éliminer les uns les autres dans une compétition incessante.

Il est vrai que la qualité et l'efficacité de l'enseignement doivent être améliorés. A cette fin, certaines conditions devraient être remplies : des constructions suffisantes, un encadrement nombreux, compétent et adapté à sa tâche, des conditions de vie normales pour tous les étudiants, ce qui implique une allocation d'études sur critères universitaires. On ne peut donc que se scandaliser devant le « budget de restrictions » proposé pour 1968 : l'augmentation des crédits de recherche sera sans effets si n'est pas mis en place un enseignement supérieur dont la qualité ira de paire avec l'extension. On touche à l'absurdité si le développement à



Nanterre : entre le campus et le quartier Latin.

Collombert

court terme (lié aux applications industrielles immédiates et limitées de quelques recherches scientifiques) en

vient à compromettre le développement à plus long terme. C'est pourtant ce qui se passe... □

## Communiqué du B.N.

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur se trouve devant une triple exigence : s'étendre, se diversifier et se transformer. La politique actuelle rend ces termes contradictoires : faute d'avoir suffisamment diversifié l'enseignement supérieur, le ministre se contente de défendre et de protéger les structures traditionnelles, et l'incapacité à transformer l'enseignement des facultés oblige à le restreindre. Une autre politique est possible : elle se fonderait au contraire sur l'accroissement actuel des effectifs pour créer les conditions propres à transformer, à diversifier l'enseignement supérieur tout entier.

Cette politique, qui se refuserait à toute élimination parmi les bacheliers, implique bien entendu des moyens d'orientation : dans le secondaire d'une part, où des formations professionnelles doivent être offertes à différents niveaux ; dans l'enseignement supérieur d'autre part. C'est dans ce cadre que d'éventuels contrôles pourraient trouver leur place, moins à l'entrée d'ailleurs que dans les premiers temps des études supérieures, pour permettre des réorientations. Mais cette politique suppose surtout d'autres conditions :

- intégrer les Grandes Ecoles dans le processus normal de l'enseignement supérieur en supprimant les concours d'entrée ;

- développer largement les instituts universitaires de technologie tout en les maintenant en rapports étroits avec les facultés, notamment, pour faciliter des réorientations dans les deux sens ;

- transformer le régime actuel des facultés par l'aménagement des différents cycles et la création de départements plus proches des besoins de la vie sociale, de la connaissance et des réalités actuelles ;

- coordonner, mais sans les confondre, l'enseignement et la recherche dans tous les secteurs (y compris dans les I.U.T., où la recherche technologique trouverait naturellement sa place) ;

- insuffler à l'ensemble de l'enseignement supérieur un même esprit se traduisant par les mêmes méthodes : priorité à l'expérience, initiation à la recherche, méthodes de travail efficaces, collaboration étroite entre les étudiants et les enseignants, autonomie des différents secteurs gérés démocratiquement en fonction de grandes directions communes.

Au lieu d'accroître les barrages qui compromettent l'avenir économique et culturel du pays, il convient au contraire de développer au maximum les moyens d'enseignement. Le budget proposé pour 1968 ne le permettra pas. Il conviendrait donc que le Parlement soit saisi dans les prochains mois d'un plan d'urgence qui permette l'accueil de tous les étudiants en 1968. Mais un tel plan n'aura de sens que s'il se réfère à une véritable loi-programme pour l'enseignement supérieur considéré dans son ensemble. Cette loi-programme devrait permettre la mise en place d'un enseignement largement ouvert et diversifié, mais elle devrait viser aussi à en transformer la nature. Elle pourra alors prévoir des moyens d'orientation et de réorientation adaptés qui ne devront en aucun cas se confondre avec une procédure d'élimination.

Pour imposer ce plan d'urgence et cette loi-programme, la lutte commune des étudiants et des enseignants devra être soutenue vigoureusement par toutes les forces socialistes et par tous ceux qui réclament un enseignement supérieur digne d'un pays développé. Pour sa part, par son action et ses propositions, le P.S.U. sera présent dans ce combat. □

## Notre société

# Les chômeurs d'aujourd'hui

Alain Echegut

Le rapporteur du budget annexe des prestations sociales agricoles et des affaires sociales, M. Caille (U.D. - V<sup>e</sup>), étudiant la situation de l'emploi, arrivait à cette conclusion : « le nombre de travailleurs à la recherche d'un emploi serait de 320.000 environ, soit de 1,5 % de la population active.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires sociales confirme l'aggravation du chômage : « les constatations actuelles ne permettent pas d'escompter une amélioration immédiate du marché du travail. Les nouvelles conditions d'attributions de l'aide publique peuvent d'ailleurs inciter un plus grand nombre de travailleurs sans emploi à s'inscrire auprès des services de l'emploi, ce qui risque de modifier artificiellement dans les mois à venir la signification des séries statistiques... la prolongation de la scolarité ne semble pratiquement pas avoir réduit la part des jeunes âgés de moins de 18 ans, dans l'ensemble des demandeurs d'emploi. »

Les offres d'emploi sont passées de 31.400 au 1<sup>er</sup> août à 30.900 au 1<sup>er</sup> septembre (corrigeant des variations saisonnières), ce qui représente une diminution de 1,6 % en un mois.

Par rapport au mois d'août 1966, la diminution des offres est de 7.500 (— 19,5 % en un an). Il semble donc que l'amélioration constatée en juillet a été un mouvement sans lendemain.

Mettant fin à son long silence, le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), pour le domaine de l'emploi : « souhaite que puissent être conclus, dans le cadre des conventions collectives, des accords qui apportent des solutions progressivement améliorées aux problèmes concernant la mobilité de la main-d'œuvre. Mais il rappelle que la création d'emplois nouveaux assurée par une expansion vigoureuse peut compenser la suppression des postes de travail inadaptés et offrir des activités nouvelles aux jeunes. » Sans commentaire.

### En chaîne

Mais les licenciements continuent :

— dans la région lilloise : à Séclin, le comité d'entreprise des établissements Agache, filature de lin, a été

informé de la fermeture de l'usine qui emploie 230 personnes.

— A Lille, les établissements Becquart prévoient la cessation de l'activité de leur usine dans les prochains mois. Cet établissement emploie 230 personnes. La société a fusionné avec la compagnie Electromécanique, qui possède des ateliers notamment à Lyon et Nancy, où seraient regroupées les activités de Lille.

— A Lomme, aux établissements Nicolle, filature de lin, 96 personnes ont reçu leur lettre de licenciement ; une centaine de personnes avaient été déjà licenciées au début de cette année.

— Aux établissements Bassaget, fabrique de casquettes, à Lille, une mesure identique touche 150 ouvriers.

Le textile régional occupait : 171.400 salariés en 1954 ; 142.500 salariés en 1962 ; soit 28.900 de moins.

Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais occupaient : 144.900 salariés en 1954 ; 114.000 salariés en 1962 ; soit 30.900 de moins.

— Dans le Haut-Rhin : — 1.200 travailleurs du textile en instance de licenciement depuis les congés, fermeture en cours des quatre usines Trimeca, grande marque française dans la bonneterie.

— Concentration dans les mines de potasse d'Alsace avec des prévisions de réductions importantes du personnel.

— 12.000 personnes sortant journalièrement hors de nos frontières pour travailler en Suisse et en Allemagne.

### L'enfer des petites annonces

A l'heure actuelle la région parisienne est touchée gravement par le chômage. Les demandes d'emploi sont le fait de gens licenciés ou de gens commençant à travailler :

— jeune femme, célibataire, licenciée chimie cherche un emploi depuis deux mois. Partout le même refus : « Nous avons besoin de techniciens, d'ingénieurs. Une licenciée ne nous intéresse pas. »

— Jeune homme de 23 ans, célibataire, retour du service militaire, bachelier, donc sans spécialisation,

marque sur son annonce : emploi indifférent. Pas de réponse.

Par contre un comptable deuxième échelon, 38 ans, marié, 1 enfant (femme travaillant) connaissant les déclarations sociales, fiscales, comptabilité générale, mécanographie, décalque, travaux préparatoires bilan, anglais, allemand, se trouve trop qualifié pour son poste, mais ne peut prétendre à un échelon au-dessus (expertise comptable) Depuis quelques années le mot comptable a perdu toute sa valeur pouvant désigner une personne employée aux écritures.

Un autre comptable de 46 ans, licencié après 16 ans, dans le bâtiment ne trouve rien. Ou bien il est considéré comme trop "âgé" par l'employeur, ou bien il sera embauché à un salaire de misère : « voilà mes conditions, vu votre ancienneté, vous aurez du mal à trouver une place, d'autre part suivant votre expérience vous êtes la personne qu'il me faut » (avec un employé de 46 ans pas de menace de départ, pour refus d'augmentation).

Une femme (célibataire) de 49 ans, secrétaire de direction licenciée après 22 ans dans la même maison est sans travail depuis le mois de mai.

Par contre une femme (célibataire) 34 ans, partie volontairement pour un même emploi, reçoit des réponses favorables.

Un commis de chantier parti volontairement, n'obtient aucune réponse.

### Leur avez-vous parlé

La personne sans travail ne sent exclue de la société. C'est ainsi. Aucune des personnes interrogées n'était inscrite au chômage. Dans un premier temps, l'individu cherche du travail ; deuxième temps, découragement ; troisième temps, réaction de l'individu face aux problèmes ; quatrième temps, désespoir absolu.

L'organisme à son tour subit les fluctuations : énervements, réapparition de maladies anciennes.

En ce qui concerne les jeunes provinciaux arrivant sur Paris, une constatation s'impose ; ces jeunes n'arrivent pas à l'aventure :

— ou bien c'est pour travailler dans la branche administrative S.N.C.F., P.T.T., etc.

— ou bien ils ont acquis une profession et sont susceptibles de trouver un emploi.

Les problèmes sont énormes : bas salaires, logement, dépaysement, manque de nourriture, maladie (les chèques postaux, où le personnel féminin de province est élevé, a un taux d'avortement très important).

Pour ce qui est du domaine agricole, à raison de 60 %, l'exode se fait sur place : la majorité des mutants ne change pas de domicile ou du moins de commune, pour exercer leur nouvel emploi. Parmi les 40 %

de paysans qui quittent leur commune, 26 % changent de région. Quatre sortes d'activités :

- manœuvres-manutentionnaires 29,8 % ;
- ouvriers du bâtiment 19,1 % ;
- chauffeurs 13,6 % ;
- employés de bureau et agents des P.T.T. et S.N.C.F. 9,3 % (1).

### Quoi faire ?

Pour faire face aux transformations incessantes des techniques et l'ouverture plus large de nos frontières à la concurrence internationale, le gouvernement a créé l'Agence nationale de l'emploi (A.N.P.E.), regroupant sous une nouvelle étiquette des services existants : Echelons régionaux de l'emploi ; Bureaux de la main-d'œuvre ; Centres régionaux psychotechniques rattachés jusqu'ici à l'A.F.P.A.

Les centres de formation professionnelle des adultes (F.P.A.) forment principalement pour des métiers manuels (maçon, plombier, tourneur) et techniciens (géomètres, conducteurs de travaux).

Pour devenir fraiseur, on peut, en général, rentrer tout de suite dans un centre. Par contre, pour devenir réparateur-auto ou aide-comptable, il faut attendre des mois, parfois plus d'une année.

Pour les femmes rien n'est fait, mis à part les emplois de bureaux premier degré et la confection de type industrielle. Les décisions d'orientation des centres de F.P.A. sont d'ordre politique : préfets, parlementaires (décisions à court terme).

Paradoxalement certains domaines souffrent d'une pénurie de personnels qualifiés. Le domaine de l'enfance inadaptée, par exemple :

— la formation du personnel qualifié devrait passer de 800 par an, à 3 000 pour les instituteurs spécialisés ;

— de 20 à 100 pour les directeurs d'établissements ;

— de 30 à 700 pour les éducateurs.

Il manque 488 assistantes sociales spécialisées, 1 569 infirmières, 1 000 pédo-psychiatres à plein temps, 1 150 psychologues-cliniciens, et 15 000 éducateurs. Les raisons de cette carence d'effectifs sont multiples, mais les principales sont le manque d'établissements de formation pour des professions relativement nouvelles et un important « coefficient de fuite » de la profession, particulièrement pour les assistantes sociales et les éducateurs, dont les traitements et les possibilités de promotion professionnelle étaient, jusqu'ici, souvent incertains (2). □

(1) « Une étude de l'I.N.S.E.E. », Alain Murcier « Le Monde » des 27/28-11-66.

(2) « L'aide à l'enfance inadaptée », Nicole Bernheim « Le Monde » des 22/23-10-67.

## Adhésions

Le courrier qui parvient au secrétariat continue d'amener de nombreuses adhésions. C'est pourtant une réadhésion que nous retiendrons aujourd'hui, car elle nous paraît particulièrement significative. C'est avec un très grand plaisir que nous retrouvons Georges et Dorothee Casalis parmi nous.

Georges Casalis est professeur de théologie à la Faculté libre de théologie protestante de Paris.

Combattant volontaire de la résistance 1940-1944, il a développé une particulière activité contre les guerres coloniales, qu'il s'agisse de la première guerre du Vietnam ou de la guerre d'Algérie.

Membre du P.S.A. dès ses origines, puis du P.S.U., il s'était écarté de nos activités au moment du congrès d'Alfortville.

Georges Casalis est vice-président de la Conférence chrétienne pour la paix, et responsable du dialogue chrétiens-marxistes, organisé par le Conseil économique des églises.



Georges Casalis nous a fait parvenir la déclaration suivante :

**E**n tant que chrétien, je suis convaincu que l'engagement politique actif est une responsabilité majeure de tout homme conscient. Je crois que cet engagement nous conduit nécessairement à des options socialistes et révolutionnaires. J'ai la conviction que, face à toutes les forces impérialistes, à toutes les formes du capitalisme, et à toutes les idéologies du *statu quo*, il y a aujourd'hui une solidarité planétaire qui nous unit dans un même combat pour la paix, pour la dignité de l'homme et la libération des peuples, avec les Vietnamiens, les peuples encore ou de nouveau colonisés, les Noirs d'Afrique du Sud et des Etats-Unis, les opprimés de Grèce, d'Amérique latine et d'ailleurs et les ouvriers exploités en France et en Europe occidentale.

J'ai longtemps milité dans des organisations non partisans, tant il me semblait qu'aucun parti politique ne représentait vraiment un espoir de réel renouveau. Ma première adhésion au P.S.U. m'a déçu et n'a rien signifié concrètement. Aujourd'hui, j'ai confiance que le P.S.U. renoué représente au sein de la gauche une originalité de réflexion et une autonomie d'expression, une exigence authentiquement révolutionnaire et une claire volonté d'aboutir à « un pacte clair, un plan de travail commun qui engage, face au pays, les hommes, les partis et les forces du progrès ». Ce sont ces conditions qui sont indispensables à une profonde rénovation de la gauche, en dehors de laquelle il est vain de souhaiter qu'elle reprenne le pouvoir. C'est dans cet esprit que nous redonnons notre adhésion au P.S.U.

Le Bureau national, pour satisfaire à la demande de nombreux militants du P.S.U., vient de faire retirer deux dossiers qui sont des outils de travail pour les sections et fédérations :

Il s'agit de **DIRECTIVES 119 - 18 SEPTEMBRE 1967: LES LUTTES SOCIALES DE LA RENTREE**.

et du **DIRECTIVES 120 - 6 OCTOBRE 1967: LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE ET LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT**.

Ces dossiers peuvent être commandés directement à T.S. 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>), par les militants et sections. Paiement à la commande (2 F le dossier). C.C.P. Paris 58.26.65.

## Mise au point sur la rentrée scolaire dans l'Ain

On nous signale qu'en réalité il y a eu cette année une légère augmentation du nombre de postes budgétaires d'instituteurs titulaires, contrairement à ce qui avait été annoncé (cf. T.S. n° 341).

Toutefois, ce nombre est si insuffisant que, pour pallier aux trop grosses difficultés, on a ouvert quinze jours après la rentrée scolaire, quelques classes supplé-

mentaires (dont l'une à Coligny) mais sur des postes budgétaires d'instituteurs remplaçants...

Malgré cela, cette année encore tous les nouveaux instituteurs suppléants recrutés dans l'Ain (sauf deux exceptions très particulières) le seront par le canal des remplaçants éventuels » que nous avons qualifié récemment de scandaleux. □

## C.P.N. : prochaine session

Le Comité politique national du P.S.U. tiendra sa deuxième session depuis le V<sup>e</sup> Congrès les *samedi 4 et dimanche 5 novembre*, au siège du Parti.

Trois rapports seront présentés :

- 1° Le P.S.U. dans les entreprises et les rapports Parti-syndicats. (Rapport présenté par Pierre Marchi, membre du B.N., et Abraham Behar, membre du C.P.N.)
- 2° La stratégie municipale du Parti et la mise en place du service des élus. (Rapport présenté par Georges Gontcharoff, membre du B.N.)
- 3° La stratégie internationale du P.S.U. (Rapport présenté par Jean-Marie Vincent, membre du B.N.)

## Entretien P.S.U.-P.S.I.U.P.

**P**ino Tagliacucchi, du bureau international du P.S.I.U.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne) a passé à Paris les journées des 26 et 27 octobre. Il a été reçu au siège du P.S.U. et au cours de deux longues séances de travail, les problèmes communs aux deux partis, particulièrement celui de la lutte anti-impérialiste en Europe, ont été examinés. Michel Rocard, Marc Heurgon, Jean-Marie Vincent et Michel Fontès, pour le Bureau national, Bernard Silve pour le secrétariat national des E.S.U. participaient à ces entretiens. Les camarades italiens insistent particulièrement sur l'urgence qu'il y a à apporter une suite concrète à la Conférence de Bologne ; ils se sont faits l'écho des propositions que vient de faire dans ce sens le F.L.N. algérien, au cours d'une réunion à Rome et tendant à provoquer une nouvelle rencontre de tous les participants de Bologne avant la fin de l'année. Sur le plan de la lutte à mener en Europe contre le renouvellement du Pacte Atlantique, les délégations du P.S.U. et du P.S.I.U.P. se sont répartis les contacts à prendre dans les différents pays. L'objectif commun est la réunion à Paris, vers février 1968, d'une conférence des différentes forces qui se réclament de la gauche socialiste en Europe afin de mettre au point une stratégie offensive commune.

## Calendrier

31 octobre, 1<sup>er</sup> et 2 novembre :

— Stage de rentrée de la section E.S.U. de Montpellier. Le P.S.U., après son V<sup>e</sup> Congrès. L'évolution du capitalisme, avec Pierre Molino, secrétaire fédéral et membre du C.P.N. et Jean Tercé du secrétariat national des E.S.U.

2 novembre :

— Réunion de travail de la section E.S.U. de Clermont-Ferrand et du bureau fédéral du Puy-de-Dôme, autour de Marc Heurgon, membre du Bureau national.

3 novembre :

— Réunion des secrétaires et animateurs de sections de Seine-et-Marne (20 h 30, salle des fêtes de Fontenay-Trésigny), pour le lancement de la campagne d'implantation, autour de Marc Heurgon.

7 novembre :

— Assemblée générale des militants étudiants de la région parisienne (des sections locales et des sections étudiantes), 20 h 30, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

8 novembre :

— Meeting sur la lutte anti-impérialiste organisé par la section E.S.U. de Rouen avec Manuel Bridier, membre du bureau national et Abraham Behar.

10 novembre :

— « Tribune du val de Seine », bimestriel pour l'information et l'action politique, économique, sociale et culturelle, inaugure une série de grands débats par une confrontation autour de Gilbert Mathieu sur « le budget 68 de l'Etat » (20 h 45, Meulan, salle du Foyer municipal, 50, rue Gambetta).

14 novembre :

— A l'initiative de la section E.S.U. de Reims, meeting sur la lutte anti-impérialiste au Vietnam, en Amérique latine et en Europe, avec Abraham Behar et Alain Badiou, observateur au procès de Régis Debray, de retour de Camiri.

14 novembre :

— Meeting organisé par la XIII<sup>e</sup> section de la fédération de Paris (20 h 30, cinéma Le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, Paris-13<sup>e</sup>) avec Michel Grimal, Claude Bourdet, conseiller municipal du 13<sup>e</sup>, Yves Le Foll, député-maire de Saint-Brieuc et Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U.



## Correspondance

## Témoigner pour la Guadeloupe

Publié dans notre numéro spécial (343) le texte de Pierre Régnier, « Témoigner pour la Guadeloupe » a soulevé de vives réactions. On heurtera peut-être des sensibilités en déclarant que nous nous en félicitons. L'information est également une recherche de la vérité, et hormis un certain nombre de points sur lesquels la rédaction de ce journal est unanime, nous entendons conserver et même augmenter les participations diverses à notre travail. Les réactions sont alors bien normales.

Dans le cas qui nous retient, nous savons que le problème antillais n'est pas simple et c'est pourquoi nous avons accepté de le voir exposer de différentes manières. P. Ré-

gnier avait avancé des analyses dont nous avons précisé par avance que nous ne les partageons pas toutes. Il se trouve, et la coïncidence a quelque chose de dramatique, que P. Régnier avait mis en cause un homme qui est actuellement emprisonné par anticolonialisme. Notre ami, Henri Rodès, directeur du journal « Le Progrès social » réagit très fort. Nous lui donnons la parole, non sans émotion, mais sans renier notre démarche que nous croyons nécessaire pour des hommes qui ne confondent socialisme et schématisme et qui par conséquent acceptent la contestation et la polémique. Une polémique à laquelle la réponse de P. Régnier met un point final, du moins pour l'immédiat.

## Lettre d'Henri Rodès

Journaliste emprisonné depuis plus de quatre mois pour délit d'opinion, il m'a été pénible de constater au fond de ma prison que M. Pierre Régnier avait profité de l'abri des colonnes de la « Tribune socialiste » pour mettre en cause mon journal « Le Progrès social » en reprenant les reproches qui m'avaient été faits par les policiers de la D.S.T., lors de mon arrestation à Basse-Terre, Guadeloupe, le 6 juin 1967 à l'heure du laitier.

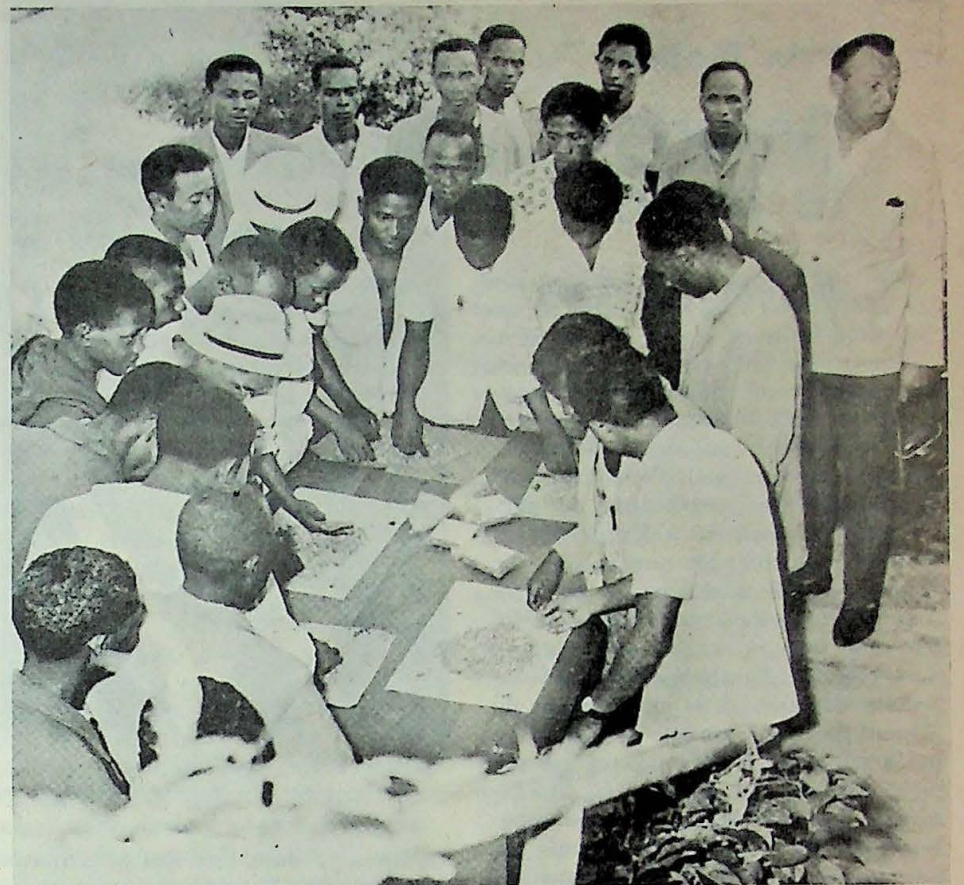
Directeur du journal « Le Progrès social », six fois poursuivi devant la Cour de sûreté de l'Etat, j'ai été placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat et conduit menottes aux poings à la maison d'arrêt de la Santé sans avoir eu à ce jour expressément connaissance des faits qui me sont imputés. Tout porte à croire que la « futilité » dont parle M. Régnier est la cause principale d'une incarcération que j'endure depuis près de cinq mois en compagnie d'autres patriotes guadeloupéens...

M. Pierre Régnier s'il était Guadeloupéen aurait su que le « Progrès social », le seul journal du peuple guadeloupéen tout entier n'injurie ni ne diffame personne. Plus de vingt-deux fois poursuivi pour injures et diffamations par des gens qui chaque fois l'accusaient sans preuve « Le Progrès social » a toujours

soutenu victorieusement tous les procès qui lui ont été intentés...

Porte-drapeau de la manifestation historique du 2 mai 1943 qui a permis à la Guadeloupe de passer dans le camp de la France libre malgré les fusils des gendarmes de Vichy et les mitrailleuses du croiseur « Jeanne-d'Arc » qui maintenaient mon pays dans le camp des amis du nazisme, j'ai toujours dénoncé ceux qui du 18 juin 1940 au 8 mai 1945 s'étaient cru un devoir de faire leur cour aux hommes de Pétain, Darlan, Robert et Laval. S'il m'a été donné de critiquer en 1967 un homme qui à la faveur d'une promotion électorale a cru pouvoir rééditer les errements d'un autre temps en acceptant à cor et à cri une invitation qui n'avait absolument rien de traditionnel et servait uniquement à la propagande colonialiste, j'ai cru ce faisant remplir mon devoir de Guadeloupéen et de patriote, je n'ai jamais traité cet homme-là d'assassin. Il le sait mieux que personne et tant lui que M. Régnier savent fort bien quels sont ceux qui en Guadeloupe sont des assassins et quels sont ceux qui sont leurs complices objectifs.

Connaissant l'objectivité de votre journal pour lequel j'ai toujours eu la plus grande admiration j'ose espérer que votre souci de l'objectivité vous portera à publier ma réponse. □



La décolonisation partout.

Archives

## Réponse de Pierre Régnier

Il ressort de lettres reçues que mon article sur la Guadeloupe dans le n° 343 pouvait être mal interprété. Certains en effet ont cru comprendre que je faisais peu de cas des Guadeloupéens emprisonnés. Pour qu'il ne subsiste aucune équivoque je tiens à apporter les précisions suivantes :

— j'ai insisté sur la nécessité d'analyser sans légèreté les différentes thèses des Guadeloupéens qui réclament la décolonisation de leur pays ;

— j'ai appuyé l'une de ces thèses et formulé des critiques *partielles* à l'égard de partisans de solutions différentes...

Je me joins à ceux qui réclament la mise en liberté immédiate et réelle (1) de tous les Guadeloupéens emprisonnés, quelle que soit leur tendance. Tous en effet ne sont coupables que d'avoir réclamé la mise en application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit cent fois affirmé par le général de Gaulle.

La politique actuelle des D.O.-M. en dit long d'ailleurs sur ce prétendu « esprit décolonisateur » qui serait l'essence même du régime gaulliste. Les méthodes employées en Guadeloupe prouvent qu'en fait le gouvernement détermine son action en fonction du calcul suivant : Si un peuple colonisé par la France peut mobiliser pour sa décolonisation des forces telles que l'armée entière — contingent compris — sont nécessaires pour contenir ces forces (cas de l'Algérie), le maintien du statut colonial est voué à l'échec car il se développera à coup sûr un mouvement anticolonial au sein de l'opinion

française, directement concernée. Il est donc nécessaire dans ce cas de préparer la décolonisation non seulement de ce peuple mais de tous ceux qui peuvent mobiliser les mêmes forces (cas des anciennes colonies d'Afrique noire). On apparaîtra ainsi comme étant à l'avant-garde de la décolonisation. Mais si un autre peuple colonisé par la France peut être maintenu sous tutelle coloniale avec seulement quelques milliers de C.R.S. et de gendarmes, de telle manière que l'opinion française dans son ensemble puisse ignorer jusqu'aux pires répressions (cas des D.O.-M.), on peut persévérer dans la démarche colonialiste car il y a alors peu de chances pour que les forces anticolonialistes se développent au point d'entraver sérieusement cette démarche. Il suffit dans ce cas d'entretenir une propagande permettant de sauver la face.

C'est pourquoi tous les démocrates français — et en particulier les lecteurs de ce journal — doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir (s'informer et informer, répondre aux appels des Antillais, Guyanais et Réunionnais) pour constituer avec les habitants des D.O.-M. une force anticolonialiste telle qu'il deviendra impossible au gouvernement de ne pas décoloniser.

La décolonisation passe d'abord par la libération de tous les détenus anticolonialistes des D.O.-M. □

(1) On ne peut considérer comme mise en liberté réelle cette mesure qui consiste en fait (à cause des « nécessités » de la garde à vue) à jeter des détenus sur le pavé, sans moyens de subsistance, à 7.000 km de leur famille.

## Prix Nobel

# Asturias le pape

Jean-Michel Fossey

Nous avons appris, par des sources bien informées, que les intellectuels cubains avaient accueilli avec fort peu d'enthousiasme la nouvelle de l'attribution du prix Nobel de littérature à Miguel-Angel Asturias, considérant que ce prix ne venait pas récompenser la carrière d'un écrivain de grand talent — talent que nul ne saurait contester — mais celle de l'ambassadeur du Guatemala à Paris. A la déclaration de Miguel-Angel Asturias : « Ce n'est pas seulement à un écrivain que ce prix est adressé mais à la littérature latino-américaine dans son ensemble », ces mêmes intellectuels cubains auraient répondu par une interrogation. (Il est évident que dans leur esprit, la réponse ne fait aucun doute) : « Lorsque M. Asturias parle de l'Amérique latine, s'agit-il de celle du général Barrientos ou de celle du Che Guevara ? »

A décharge de Michel-Angel Asturias nous devons signaler que l'auteur de *Monsieur le Président* (1) se trouvait sur la liste des favoris pour le Nobel depuis plusieurs années, au même titre que l'argentin Jorge-Luis Borgès et le chilien Pablo Neruda. Profitant d'un répit que lui accordaient les journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision, je suis allé le féliciter. Apparemment rien en lui n'avait changé depuis notre première rencontre, en 1966, alors qu'il venait de recevoir le prix Lénine.

### Soixante-huit bougies

— C'est le plus beau jour de ma vie, me dit-il. Je reçois le Nobel le jour de mon soixante-huitième anniversaire. Mon seul regret est de ne pouvoir réunir tous mes parents et amis autour de moi, pour les inviter à partager ma joie.

La littérature latino-américaine est avant tout une littérature de combat. Elle refuse l'ordre établi, dénonce les tares capitalistes et la domination impérialiste des Etats-Unis sur le continent. Miguel-Angel Asturias fut toujours considéré par les oligarchies, comme un personnage dangereux. Il passa de nombreuses années de sa vie en exil. *Monsieur le Président* (1946) qui compte parmi les meilleurs romans de ce siècle, est la caricature de toute dictature. Dans la trilogie constituée par « *L'Ouragan* » (2), « *les Yeux des enterrés* » (3) et « *le Pape vert* » (4) (1950 à 1959) l'écrivain prend position contre la domination du trust nord-américain (notamment « l'United Fruit



Miguel-Angel ASTURIAS. A.D.N.P.

Company » dont l'un des principaux sièges est établi au Guatemala).

Depuis la thèse qu'il soutint à la Sorbonne (*le Problème social de l'indien*) jusqu'à ses derniers livres « *une Certaine mulâtresse* » (5) 1963, et « *le Miroir de Lida Sal* » (6) en passant par « *Hommes de maïs* » (7) (1949) (où s'opposent paysans mayas — pour qui le maïs est une plante sacrée — et grands propriétaires), Miguel-Angel Asturias n'a cessé de se dresser en défenseur de la cause des Indiens, mêlant le monde réel à un monde fantastique, des personnages vivants à des êtres issus de textes mythologiques mayas (« *le Popol Vuh* » et « *Chilam Balam* »), apportant à la réalité guatémaltèque une seconde dimension, grâce à la magie du langage.

— Je voudrais insister sur ce point, me dit-il, que les mythes ne sont pas des croyances mortes que je cherche à faire revivre mais des croyances existantes aujourd'hui parmi les indigènes de mon pays.

\*\*

J'ai demandé à Miguel-Angel Asturias quels étaient ses projets.

— Je vais me remettre à travailler, reprendre mon rythme habituel. J'écris de 6 à 9 heures tous les matins. Je viens de terminer une nouvelle qui ne ressemble à rien de ce que j'ai écrit jusqu'à présent, j'aimerais pouvoir la continuer.

Qu'en le veuille ou non — et même

(1) *Monsieur le Président*. Traduction : Georges Pillement (Bellenand).

(2) *L'Ouragan*. Traduction : Georges Pillement (Gallimard, coll. « Croix du Sud »).

(3) *Les Yeux des enterrés*. Traduction : Marie Castelan (Albin Michel).

(4) *Le Pape vert*. Traduction : Francis de Miomandre (Albin Michel).

(5) *Une Certaine mulâtresse*. Traduction : Claude Couffon (Albin Michel).

(6) *Le Miroir de Lida Sal*. Traduction : Claude Couffon (Albin Michel).

(7) *Hommes de maïs*. Traduction : Francis de Miomandre. (A. Martel).

si l'on adopte les thèses cubaines — ce prix Nobel va contribuer, dans le monde entier, à faire mieux connaître ou découvrir non seulement l'œuvre de Miguel-Angel Asturias mais également (par répercussion) celle d'un Carpentier, d'un Cortazar, d'un Fuentes, d'un Vargas Llosa — pour ne citer que quatre figures parmi les plus représentatives de la

littérature latino-américaine d'aujourd'hui — permettant à ces écrivains de franchir un nouveau palier vers ce qu'ils revendiquent : la reconnaissance universelle du juste combat qu'ils ont entrepris, avec le moyen dont ils disposent (l'écriture), pour mettre un terme à la domination de l'impérialisme yankee sur leur continent. □

## Livres

# Arabes et Israéliens

Dominique Yvoire

Sur le terrain les frontières de la « paix armée » sont incertaines et chaque jour nous fournit son tribut d'accrochages et de répliques. Cortège bien connu et qui peut dégénérer soudain en affrontement total.

Durant ce temps, éditeurs, journalistes, écrivains ne chôment pas : la guerre des 6 jours fait recette et les motifs du conflit préoccupent au point qu'une clientèle toute faite existe pour des ouvrages traitant du thème.

Dans le numéro 337 de « T.S. » nous avons tenté un premier bilan de ces publications : il convient d'en poursuivre aujourd'hui le développement.

Du côté juif, on s'interroge sur le « Destin d'Israël » (1) ; du côté arabe un remarquable essai d'A. Laroui permet de saisir les problèmes éthiques et culturels qui se posent aux peuples arabes (2). D'une lecture difficile cette analyse met le doigt sur un point essentiel du fossé qui sépare pays développés et sous-développés et que l'on a tort de négliger au seul profit des données économiques.

Plus directement inspirés par le conflit des 6 jours deux récents livres doivent être signalés. D'abord un âpre reportage de photographies par une équipe d'observateurs britanniques (3) : images violentes de la guerre volontiers (sinon volontairement) humiliantes pour les Arabes, mais d'une puissance évocatrice qui rend le commentaire superflu. Le « blitzkrieg » du désert est ici ressenti d'une manière physique aiguë et somptueuse. La confrontation E. Rouleau-J.-F. Held autour de J. Lacouture présente de toute évidence un autre intérêt (4). Pour la première fois on perçoit simultanément ce qui s'est passé dans le camp arabe et dans celui d'Israël. Les observations faites de part et d'autre restituent à l'événement une globalité trop souvent omise. De plus, Held et

Rouleau font preuve d'une grande acuité, et leurs notations sont souvent précieuses.

S'agit-il de souligner l'importance de la double escalade psychologique que les protagonistes se sont livrée ! Ou bien s'agit-il de saisir les comportements et les motivations des principaux personnages qui ont tenu la scène : Thant, Nasser dont Rouleau donne une interprétation en totale contradiction avec ce qui a pu traîner un peu partout. Nasser est un modéré, il souhaitait une « réelle » négociation, après s'être assuré au préalable d'un certain nombre d'avantages diplomatiques. Or pour Israël, tout ce qui remet en cause sa politique fondée sur la prééminence de la force ne saurait être accepté.

Avec une très grande finesse de perception, J.-F. Held s'inscrit en faux contre cette argumentation et décrit la « psychologie de Munich » qui régnait en Israël en dépit du sang froid de ses habitants. Malgré la certitude d'une supériorité aérienne, l'accord Hussein-Nasser devait donner le signal psychologique de l'offensive.

Pour ce qui est de la suite, on lira avec beaucoup d'intérêt la description que trace Rouleau de la « fausse sortie » de Nasser ; ainsi que tout le passage que Held consacre à la rejudaïsation d'Israël au lendemain du conflit. On aura compris que cet essai n'est pas consacré à l'antagonisme historique qui oppose Arabes et Israéliens, il est donc rien moins qu'« idéologique ». Axé sur l'intelligence de l'événement, il en restitue la complexité et l'extraordinaire pouvoir d'envoûtement. □

(1) J.L. Talmon : « Destin d'Israël : l'unique et l'universel » - Calmann-Lévy, 312 pages, 21,60 F.

(2) Abdallah Laroui : « L'idéologie arabe contemporaine », préface de M. Rodinson - François Maspéro, 224 p., 15,40 F.

(3) « La guerre-éclair d'Israël » sous la direction de Christopher Angeloglou et Brian Haynes - Robert Laffont.

(4) E. Rouleau, J.-F. Held, J. et S. Lacouture : « Israël et les Arabes - Le 3<sup>e</sup> combat » - Le Seuil, 187 p.



Georges Chelon.

Elie Kagan

## Cinéma

### Les étoiles de Zeffirelli

Jean Helms

On a dit : « En faisant tourner *La Mégère apprivoisée* par un metteur en scène de théâtre nouveau au cinéma, les Burton ont voulu se faire plaisir : ça sera un festival pour deux ». Ce n'est pas tout à fait exact. Il y a trois personnages, et non deux : Richard Burton, Elizabeth Taylor et... Padoue dont les rues ressuscitent avec une verdeur et un pittoresque très entraînants. De toute façon ce sont là deux acteurs exceptionnels, Burton notamment qui, avec sa masse adipeuse qu'il sait rendre élégante sous les tissus voluptueux de Zeffirelli et un rire grave et charmeur, impose son personnage de Petruccio. Et ma foi Taylor, malgré le temps qui passe, tient encore haut le verbe et les seins avec cette fascination particulière qu'éveille une grande beauté

dans ses derniers éclats. C'est sans trop de difficultés que, pour plaire à son mari, elle prend le soleil pour la lune et un vieillard pour une tendre vierge en bourgeons.

On ne peut parler ici de théâtre filmé à la Lawrence Olivier par exemple. Ni d'ailleurs de cinéma, à la Welles. C'est une formule qui tient des deux genres et d'aucun. Là est le point faible : si, comme nous avons eu le tort de le faire, on se remet à feuilleter Shakespeare, on est immédiatement ébloui par ce halo merveilleux qui scintille à chaque ligne. Quoi, dans ce texte de quatre siècles, tant de fraîcheur, de richesse, de vie !... Avec « la Mégère » de Shakespeare on goûte les étoiles, avec celle de Zeffirelli, c'est un peu comme les bras d'Elizabeth Taylor : le ciel à la portée de tous. □

## Animation culturelle

### Le désert parisien

Jacques Hubert

Le sous-développement culturel commence-t-il avec les boulevards extérieurs ? Et Paris est-il à ce point gorgé d'activités culturelles qu'il n'est pas d'animation digne d'intérêt hors de la grande banlieue ? Un simple coup d'œil sur la carte « culturelle » de Paris permet de se rendre très rapidement compte qu'il n'en est rien. On peut même y constater un certain nombre de déserts culturels, dont le XV<sup>e</sup> arrondissement est un exemple frappant.

C'est justement sur cet arrondissement qu'un groupe d'hommes, militants de toute sorte, syndicaux, politiques, d'associations diverses, animateurs culturels, etc., a entrepris de réagir. Le directeur d'une salle d'art et d'essai a accepté d'abandonner sa salle le mardi soir et ainsi est né le C.R.E.C. (centre de recherche, d'étude et de critique).

Mais le seul but de cette association n'est pas d'animer culturellement le XV<sup>e</sup> arrondissement. Plus profondément, le souci d'abattre les cloisons entre les diverses disciplines artistiques (et entre les publics « spécialisés » de ces disciplines) inspire ainsi cette initiative. Les premières séances organisées en font foi. C'est ainsi que cohabitaient au cours de la première soirée deux courts-métrages de S. Cayrol et C. Durand, très représentatifs du jeune cinéma fran-

çais, une pièce en un acte de Mrozek, « En pleine mer », et un montage poétique sur Rimbaud. Et depuis lors ont été programmés une illustration de la naissance du jazz avec l'orchestre de M. Saspin, une séance sur l'amour et l'érotisme au cinéma, avec Ado Kyron, une lecture des textes de Yannis Ritsos, le poète grec actuellement emprisonné et une projection d'*Octobre*, d'Eisenstein, commentée par P. Naville.

Le C.R.E.C. comprend en fait quatre branches : une branche théâtre, une branche ciné-club, une branche conférences-débats et une branche plus directement politique, le centre d'études sociales du XV<sup>e</sup> arrondissement. La communauté idéologique qui lie les animateurs du centre permet que convergent tous ces secteurs.

Tous les problèmes ne sont évidemment pas résolus : le problème, par exemple, de savoir comment faire véritablement participer les spectateurs reste entier. Est-il encore trop tôt pour porter un jugement sur le succès de ces mardis : l'assistance a jusqu'à présent varié de 60 à 350 personnes. Telle qu'elle est, l'initiative est en tout cas digne d'intérêt. Est-il besoin de préciser qu'il n'est pas nécessaire d'habiter le XV<sup>e</sup> arrondissement pour s'y rendre (1). □

(1) Cinéma l'Arc-en-Ciel, 154, rue Saint-Charles (métro Charles-Michel ou Boucicaut). Tous les mardis.

## Variétés

### Loin des yé-yé

Bernard Sizaïre

Placé sous le signe de la variété, le dernier programme de *Bobino* frôle le disparate, puisque la franche bonne humeur des « Haricots rouges » succède à la poésie douce d'Anne Vanderlove et précède l'intimité tendue de Georges Chelon qui sera suivi du salace Pierre Perret.

Spectacle jeune en tout cas où deux proches talents pouvaient s'affirmer. Même simplicité d'attitude et de ton, même goût pour les mélodies discrètes et comme une semblable pudeur chez Vanderlove et Chelon.

La première, dont nous avons tant aimé les récents disques, nous a semblé un peu égarée au milieu de ces spectateurs à la bonne franquette. Ses marais mystérieux, ses nuées automnales, son parfum précieux et rus-

tique conviendraient mieux à la mélancolie des veillées qui réunissent un groupe d'amis rares auprès du feu de bois.

Chelon, qui a déjà écrit d'excellentes chansons, demande à ne pas être jugé trop vite. Il est jeune et comme encore tourmenté par son inquiète adolescence qu'il essaie d'amplifier dans des drames domestiques, imaginaires ou non : ruptures, retours, abandons, découverte de la chair et déceptions familiales constituent les éléments d'une petite chronique qui s'organise progressivement. Chelon dit « Je », mais ce « Je » est-il un autre et qu'a-t-il vraiment vécu de ce qu'il chante ? On hésite parfois, quand affleurent une cruauté réelle ou une détresse vraie. On se dit surtout que le talent de Chelon n'est pas contestable, mais qu'il devrait persister dans le style intimiste et quotidien au lieu d'aborder le domaine de la truculence amère où Brel reste roi.

Il faut faire confiance à Chelon, pourvu qu'en restant fidèle à lui-même, il sache élargir l'univers domestique dans lequel il aurait tendance à se crisper un peu. □

(\*) Bobino, jusqu'au 20 novembre.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
J'ai même rencontré des tziganes heureux  
(Youg.), V.O.

**France de demain**

## De la conscience régionale

Robert Lafont

*Auteur d'un excellent essai, La Révolution régionaliste (Idées - N.R.F.) auquel nous avons consacré une longue critique (cf. T.S. n° 336) Robert Lafont prépare un autre livre, Sur la France, à paraître chez le même éditeur, dont nous publierons des extraits en avant-première. La réflexion de Robert Lafont sur les problèmes régionaux rejoint celle du P.S.U. et celle des Colloques grenoblois tenus il y a quelques mois sur le même thème. Nous sommes heureux de lui donner la parole pour un premier article.*

**N**ous y voici. Après les grèves ouvrières de ces dernières années, où le motif régional se lie à la conscience de classe, le mouvement paysan révèle le malaise régional en filigrane d'une revendication encore mal éclairée, trop souvent corporaliste.

La région apparaît comme un des éléments essentiels de la fixation des conflits sociaux, des ruptures du système capitaliste, de la prise de conscience politique dans les masses populaires. On en tombe déjà d'accord dans de larges secteurs de la gauche, les analyses les plus avancées proposant actuellement aux agriculteurs de substituer la pensée régionale à la crispation sectorielle.

La région, en effet, est une unité économique fonctionnelle qui permet de voir à plein comment jouent les interdépendances : de la façon la plus évidente, si l'on adopte l'optique régionale, on ne peut parler du sort de l'agriculture sans poser aussitôt la nécessité d'une industrialisation. La région ne peut être sentie qu'au niveau des structures d'une société globale ; inverse-

ment, de la sentir évite d'ignorer ces structures.

Si le destin de la société globale est atteint, comme c'est le cas dans toutes les régions sous-développées ou en proie à une crise de développement, la lutte pour la région met en cause le contenu même des processus économiques et sociaux. Aujourd'hui, la défense de la région est une façon de mettre en cause « l'ordre » capitaliste et le régime gaulliste.

Ce dernier, soyons-en sûr, l'a compris. Il ne manquera pas de désamorcer, autant que faire se pourra, la revendication régionaliste selon son réformisme habituel. Mais du même coup, il confirmera que la région est bien le terrain privilégié du combat politique.

### *Un arsenal de preuves*

Ces réflexions sont très générales. Elles mériteraient un arsenal de preuves. Mais nous voulons aller très vite au point qui nous paraît le plus important : la conscience régionale.

Si ce qui précède est vrai, les

hommes de gauche, les hommes de progrès doivent faire très attention à la conscience régionale, qui est en train de naître et de se durcir. De cette conscience, ils ont un impérieux besoin : elle est un moyen très moderne de compréhension politique ; elle définit l'interlocuteur actuel de la concentration capitaliste.

A condition, certainement, que cette conscience ne soit pas abandonnée, mais organisée. La « défense » doit devenir prospective. De là, la nécessité d'un programme régionaliste hardi. Nous croyons que le programme de régionalisation démocratique ne doit pas être ajouté, comme un complément utile, ou inéluctable, à la pensée socialiste, mais s'intégrer totalement à elle. En France, des habitudes mentales résistent à cela. Il faut pourtant passer outre : la région étant au centre de la mutation française, la démocratie et le socialisme se font régionalistes. Nous aimerions dire, parlant de façon un peu plus romantique (mais en faisant du même coup appel à une confiance dans l'histoire qui est la santé de la gauche), que la révolution est régionaliste.

### *Le vieux régionalisme*

Le vieux régionalisme n'est plus présent dans ce débat. Ce qu'il pouvait contenir de vérité protestataire s'est déplacé, depuis les franges de l'évolution nationale jusqu'au nœud de cette évolution.

Mais, parlant de vérité et de protestation, je ne peux éviter l'allusion à cette autre forme traditionnelle de régionalisme : la défense des cultures dites régionales. Il y a là une difficulté pour la pensée de gauche : si généralement elle abandonne la vieille

hostilité aux langues ethniques de France, elle ne parvient pas toujours à les voir autrement que comme des résidus d'usage et des expressions marginales. Si elle revient sur leur condamnation, c'est un peu pour réparer sans frais une injustice historique. Pratiquement, quelques réticences se font jour à enseigner pleinement ces langues, et l'on se contenterait de ce paternalisme qu'est l'enseignement limité au supérieur. Si l'on va plus loin, on voudrait désamorcer la revendication, rien de plus.

Sur ce terrain aussi, celui de la culture (de la créativité des populations régionales), il nous apparaît que la pensée de gauche doit se préoccuper de structures et épouser le mouvement de la conscience collective pour l'aider et l'éclairer, faisant toujours le même pari sur l'histoire. Si les cultures ethniques sont vivantes (il est peut-être nécessaire de dire que tel est le cas aujourd'hui au moins au niveau de la création littéraire), si elles durcissent autour d'elles une conscience active et jeune, la gauche doit être leur chance. Inversement, reconnues à leur place au nœud de l'évolution d'ensemble de la culture française et européenne, elles sont la chance d'un accroissement d'expériences et d'une multiplication de dialogues.

Nous aimerions qu'on ne voie pas là un plaidoyer, mais un appel à la réflexion, appuyé sur une expérience. Expérience d'une conscience régionale en mouvement, domaine culturel compris, dont le combat social le plus large est le champ. Il faudrait accoucher la revendication inorganique d'un régionalisme de progrès. C'est une question d'action politique. □